

La Presse

I. La Presse. 1845-06-11.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».
- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisation.commerciale@bnf.fr.

PARIS.

40 FR.

LA PRESSE.

DÉPARTEMENTS.

48 FR.

CONDITIONS DE L'ABONNEMENT:

Un an	Six mois	Trois mois	Un mois
40 fr.	21 fr.	11 fr.	5 fr.
25	15	8	3

Bureaux: rue

Montmartre, 13, en face du marché Saint-Joseph.

Montmartre, 13, en face du marché Saint-Joseph.

Adresser les lettres à M. le directeur de la Presse, rue Montmartre, 13.

Général, et Boix, celle de la Carrière, num. 8. - Italie, sans

adresser les lettres à M. le directeur de la Presse, rue Montmartre, 13.

INSERIONS PAYÉES.

Les insertions payées ont lieu aux conditions du tarif qui se trouve dans le cahier des charges. Toutes les insertions sont soumises au consentement préalable du gérant.

Paris, mardi 10 juin.

Après la séance d'aujourd'hui, à la chambre des députés, M. le ministre de la marine a présenté le projet de loi relatif à la construction de navires de guerre. Le projet est divisé en deux sections: la première concerne la construction de navires de guerre, la seconde concerne la construction de navires de commerce.

Rien ne prouve mieux que ce fait notre pénurie en fait de ressources maritimes. Nous ne serons pas en mesure de nous conformer strictement aux conditions du traité de 1847. Le crédit demandé sera distribué sur deux ou trois exercices, et la charge du nouvel état de choses sera ainsi moins lourde pour nos finances.

Puisque nous ne sommes pas en mesure de nous conformer strictement aux conditions du traité de 1847, le crédit demandé sera distribué sur deux ou trois exercices, et la charge du nouvel état de choses sera ainsi moins lourde pour nos finances.

Après la séance d'aujourd'hui, à la chambre des députés, M. le ministre de la marine a présenté le projet de loi relatif à la construction de navires de guerre. Le projet est divisé en deux sections: la première concerne la construction de navires de guerre, la seconde concerne la construction de navires de commerce.

Après la séance d'aujourd'hui, à la chambre des députés, M. le ministre de la marine a présenté le projet de loi relatif à la construction de navires de guerre. Le projet est divisé en deux sections: la première concerne la construction de navires de guerre, la seconde concerne la construction de navires de commerce.

Après la séance d'aujourd'hui, à la chambre des députés, M. le ministre de la marine a présenté le projet de loi relatif à la construction de navires de guerre. Le projet est divisé en deux sections: la première concerne la construction de navires de guerre, la seconde concerne la construction de navires de commerce.

Après la séance d'aujourd'hui, à la chambre des députés, M. le ministre de la marine a présenté le projet de loi relatif à la construction de navires de guerre. Le projet est divisé en deux sections: la première concerne la construction de navires de guerre, la seconde concerne la construction de navires de commerce.

Après la séance d'aujourd'hui, à la chambre des députés, M. le ministre de la marine a présenté le projet de loi relatif à la construction de navires de guerre. Le projet est divisé en deux sections: la première concerne la construction de navires de guerre, la seconde concerne la construction de navires de commerce.

Après la séance d'aujourd'hui, à la chambre des députés, M. le ministre de la marine a présenté le projet de loi relatif à la construction de navires de guerre. Le projet est divisé en deux sections: la première concerne la construction de navires de guerre, la seconde concerne la construction de navires de commerce.

Après la séance d'aujourd'hui, à la chambre des députés, M. le ministre de la marine a présenté le projet de loi relatif à la construction de navires de guerre. Le projet est divisé en deux sections: la première concerne la construction de navires de guerre, la seconde concerne la construction de navires de commerce.

Après la séance d'aujourd'hui, à la chambre des députés, M. le ministre de la marine a présenté le projet de loi relatif à la construction de navires de guerre. Le projet est divisé en deux sections: la première concerne la construction de navires de guerre, la seconde concerne la construction de navires de commerce.

Après la séance d'aujourd'hui, à la chambre des députés, M. le ministre de la marine a présenté le projet de loi relatif à la construction de navires de guerre. Le projet est divisé en deux sections: la première concerne la construction de navires de guerre, la seconde concerne la construction de navires de commerce.

Après la séance d'aujourd'hui, à la chambre des députés, M. le ministre de la marine a présenté le projet de loi relatif à la construction de navires de guerre. Le projet est divisé en deux sections: la première concerne la construction de navires de guerre, la seconde concerne la construction de navires de commerce.

Après la séance d'aujourd'hui, à la chambre des députés, M. le ministre de la marine a présenté le projet de loi relatif à la construction de navires de guerre. Le projet est divisé en deux sections: la première concerne la construction de navires de guerre, la seconde concerne la construction de navires de commerce.

L'indépendance, ou, pour mieux dire, l'isolement du Texas vaudrait mieux que l'annexion. Nous ne retrouvons pas dans cette opinion la sagesse qui distingue M. le ministre des affaires étrangères.

L'intérêt de la France n'est point de favoriser l'émiettement, si l'on peut parler ainsi, du continent américain. La création d'une foule de petits États qui ne sauraient avoir ni vitalité propre, ni indépendance réelle. C'est là l'intérêt de l'Angleterre, non le nôtre, nous le répétons.

Nous ne faisons qu'indiquer cette vue, nous y reviendrons. L'espace nous manque ici. Quant à la question du droit de visite et du nouveau système qui est destiné à le remplacer, l'occasion de la traiter va se produire naturellement lors de la discussion du projet présenté aujourd'hui.

La chambre des pairs s'est occupée du projet de loi portant allocation de crédits pour l'armement des fortifications de Paris. Rien de particulier à signaler dans le débat qui a eu lieu. M. de Boissy a reparlé au Luxembourg avec toute son ancienne loquacité. Il a pris la parole quatre ou cinq fois et s'est fait admettre par M. le chancelier, sauf à recommencer demain.

L'abondance des matières nous oblige d'ajourner ce soir le deuxième article. De l'administration religieuse, civile, militaire et financière de la France au point de vue du budget de 1846.

Le Liverpool-Journal confirme, d'après le rapport du commandant du Content, la nouvelle de la reconnaissance du blocus de Montevideo par l'amiral français, et de l'amicable donnée à tout Français qui aurait pris les armes, nouvelle que nous avons donnée dans notre numéro du 6 courant, et qui avait été révoquée en doute par les journaux du matin. Comme la nôtre, cette nouvelle porte la date du 29 mars. Le Content ajoute que l'amiral anglais, sir Thomas Palsley, avait expédié à Rio-Janeiro un vaisseau de guerre porteur de cette nouvelle, et que l'amiral brésilien en avait fait autant.

On nous écrit de Gorée, le 2 mai: La fête du roi a été célébrée hier à Gorée avec une pompe inaccoutumée; par suite d'arrivages simultanés de France et de la côte, six navires de guerre se trouvaient sur rade, avec sept à huit navires de commerce. Les navires de guerre étaient: le brick le Grenadier, navire commandant; le brick le Zèbre, les deux bricks canonnières la Malouine et l'Eglantine, et les deux gabarres l'Indienne et l'Infatigable. Les États-majors se sont réunis, à huit heures, à bord du navire-commandant, et de là se sont rendus à terre, chez le gouverneur particulier de Gorée. Ce brillant cortège d'officiers de marine a ensuite traversé la ville pour aller à l'église assister au Te Deum sous la conduite de M. le capitaine de corvette Baudin, commandant de la station.

Pendant l'office, les navires de guerre ont été simultanément pavés, au moment où l'on hissait les couleurs (le pavillon national), et une salve de vingt coups de canon a été tirée par chaque navire. Cette salve a été répétée par la terre et la marine, à midi et au coucher du soleil. La veille, au coucher du soleil, le fort et le commandant de la rade, avaient seuls fait la salve. Des tourterelles étaient installées au bout du débarcadère, et les nègres prenaient des bains à qui mieux mieux pour gagner une chemise ou une cravate de couleur. Depuis longtemps il ne s'était trouvé réuni à Gorée autant de navires de l'État, et la Saint-Philippe a été dignement fêtée. L'Infatigable part le 10 pour aller porter des vivres aux comptoirs de la côte, et la Malouine le suivra de près. Le Zèbre, un peu avarié depuis son incendie, part pour France sous l'escorte de l'Indienne. Le gouverneur Bouët est, dit-on, remplacé; cette nouvelle a produit le plus fâcheux effet sur toute la côte d'Afrique, et au Sénégal surtout: on craint que ce qu'il avait créé ne meure avorté, et que nos comptoirs eux-mêmes, qui ont tant d'avenir, ne mourraient.

La question la plus neuve qui ait été abordée dans cette séance, est sans contredit celle du Texas. M. Guizot a déclaré que la politique de la France dans cette question ne s'était pas mise à la remorque de celle de l'Angleterre; qu'elle ne s'opposait pas à l'annexion désirée par les États-Unis; mais il a très clairement laissé percer l'opinion que

la comparaison est venue d'elle-même, et je suis encore frappé de l'exactitude des rapports. Encore une fois, cependant, n'omettez pas les nombreuses dissimulations. Sir Archibald Cassil est de la poudre dans une arme grossière; l'autre, celui à qui je lui fais l'honneur de le comparer, est de la poudre dans un pistolet ciselé, au canon d'acier et à la monture d'ébène.

Après la séance d'aujourd'hui, à la chambre des députés, M. le ministre de la marine a présenté le projet de loi relatif à la construction de navires de guerre. Le projet est divisé en deux sections: la première concerne la construction de navires de guerre, la seconde concerne la construction de navires de commerce.

Après la séance d'aujourd'hui, à la chambre des députés, M. le ministre de la marine a présenté le projet de loi relatif à la construction de navires de guerre. Le projet est divisé en deux sections: la première concerne la construction de navires de guerre, la seconde concerne la construction de navires de commerce.

Après la séance d'aujourd'hui, à la chambre des députés, M. le ministre de la marine a présenté le projet de loi relatif à la construction de navires de guerre. Le projet est divisé en deux sections: la première concerne la construction de navires de guerre, la seconde concerne la construction de navires de commerce.

soient abandonnés après condamnation portée avec cette légèreté gauloise qui fait que nous ne parvenons à rien faire de stable. Les Anglais nous devancent ici d'une façon déplorable, et accaparent presque tout le commerce. Le Niger est presque en entier à eux, et ils ne tarderont pas à s'emparer de la belle île de Fernando-Po, située à peu de distance de l'embouchure.

ARRIVÉE DANS PARIS DU CHEMIN DE LYON. L'honorable M. Muret de Bort nous prie d'insérer, la lettre suivante, que le défaut de place ne nous a pas permis d'insérer hier:

« A la séance du 6, lors de la discussion de l'entrée du chemin de fer de Lyon à Paris, la chambre ayant voulu clore le débat sur son amendement, il ne m'a pas été permis de répondre à M. le ministre des travaux publics et de produire ainsi à la chambre les chiffres sur lesquels j'étais provoqué, chiffres dont j'avais voulu, une première fois, par discrétion, lui épargner l'aride nomenclature.

« Malgré la question vidée, mon opinion n'étant pas modifiée, ces chiffres, les voici: j'évite de procéder par hypothèses, je ne veux pas être trop ingénieux, car je veux pouvoir être suivi, compris et réfuté, s'il y a lieu.

« Je n'ai pas à m'occuper de la recette de la compagnie de Lyon, qu'elle passe sur la rive droite ou sur la rive gauche de la Seine, sa recette reste la même, puisque les voyageurs et les marchandises venant d'au-delà de Melun, puisque les 10 kilomètres dont on s'allonge par Corbeil ne sont pas à leur charge: dans aucun cas il n'eût été perçu que 44. Le rapport évalue la circulation entre Melun et Paris à:

« 316,000 voyageurs, à 6 c. 1/2 en moyenne: 53,400 fr.;
« 358,000 tonnes, à 10 c. en moyenne: 35,800 fr.;
« Ensemble, 89,200 fr. à percevoir par kilomètre et pour 44 kilomètres.

« Je prends les chiffres tels quels et sans rechercher si, après les avoir trouvés bons et incontestables vendus, quand il s'agit de faire valoir tout ce dont la compagnie d'Orléans voulait dépouiller la compagnie de Lyon, on ne les a pas un peu affaiblis le lendemain samedi, quand on a indiqué les incertitudes pont la rivalité de la navigation enveloppait ces appréciations.

« Pour établir la dépense annuelle de la compagnie de Lyon dans les deux tracés, je me sers là et là de données basses.

« La ligne à gauche de la capitale engagée à 7 0/0, y compris l'amortissement, conformément aux intentions de M. le ministre, qui entend réserver aux compagnies 6 0/0 d'intérêt industriel, 1 0/0 étant donné à l'amortissement. C'est l'argent des actionnaires que l'on engage, c'est donc la rémunération qu'on leur veut attribuer qu'il faut porter en ligne de compte. Là et là je compte l'entretien de la voie et la perception à 6,000 fr. le kilomètre: c'est le prix dans les environs de Paris.

« Là et là je compte un nombre de convois suffisants pour la circulation, en voyageurs et marchandises, qu'on suppose devoir exister, et je compte la dépense de ces convois à 1 fr. 50 par kilomètre parcouru: l'évaluation ne soulève pas de réclamation.

« Là et là je compte le péage à payer par la compagnie de Lyon à la compagnie d'Orléans, avec la réduction de 55 0/0 offerte par celle-ci. En droit, il était de 80 0/0 de la recette; moyennant cette réduction, il ne sera plus que de 27 0/0, mais tout kilomètre compte.

« Tracé de la rive gauche.
1° Intérêts et amortissement du capital pour construction de la section de Corbeil à Melun, 6,000,000 fr. 120,000 f.
2° Entretien de la voie sur cette section, 23 kilomètres, à 6,000 fr. l'un..... 138,000
3° Frais de traction: 30 convois parcourant chaque jour 44 kilom. de Paris à Melun par Corbeil, à 1 fr. 50 c. l'un par chaque kilomètre..... 886,950
4° Loyer de gare par la compagnie d'Orléans..... 80,000 fr.
Moitié des 240,000 fr. dépenses..... 120,000
5° Péage prélevé par la compagnie d'Orléans, à 2 0/0 sur 88,400 fr. pour chacun des 44 kilom. de Corbeil à Paris..... 743,866
Total..... 2,363,516

« Tracé de la rive droite.
1° Intérêts et amortissement du capital pour construction de la ligne directe de Paris à Melun par les plateaux, 24,000,000 fr. 480,000 f.
2° Entretien de la voie sur cette ligne, 44 kilomètres, à 6,000 fr. l'un..... 264,000
3° Frais de traction: 30 convois parcourant chaque jour 44 kilomètres de Paris à Melun, à 1 fr. 50 c. l'un par chaque kilomètre..... 722,700
4° Loyer d'une gare à Paris..... 240,000
Total..... 2,066,700

« Ainsi donc, il y aurait au profit des actionnaires

du chemin de Lyon une différence de 518,184 fr. si l'on adoptait le tracé par la rive gauche; elle n'est pas la seule: par la rive gauche, la compagnie concentrerait toute la circulation de Melun à Corbeil; par la rive droite, elle est obligée de la partager avec la compagnie d'Orléans. J'ajoute que les deux compagnies rivaux sur la même rive se disputent évidemment pour confondre le service de Corbeil avec le service de Lyon, pour faire l'un au moyen de l'autre et se partager cette économie de frais; deux nouveaux éléments d'accroissement de dividende pour le tracé de la rive gauche.

« Après les deux chemins de Versailles, les deux chemins de Melun, après la faute en aval, la faute en amont. Quand les erreurs s'érigent ainsi en théories, il faut les combattre jusqu'à la fin, dût-on rester seul sur la brèche.

« Agréer, etc. L. MURET DE BORT. »

Nous devons faire remarquer, à l'occasion de cette lettre, que l'honorable M. Muret de Bort, avec une méthode de calcul différente de celle que nous avions appliquée à cette même question, arrive à un résultat qui concorde en tout point avec celui que nous avions énoncé, à savoir: une économie supérieure à cinq cent mille francs dans les frais d'exploitation annuelle du chemin de Paris à Melun, avec le tracé par Corbeil.

M. Muret de Bort indique aussi, sans l'évaluer en chiffres, la diminution de recette qui résultera pour la compagnie de Lyon de la concurrence inévitable sur Melun, que lui fera la compagnie d'Orléans. Nous rappelons qu'en mettant tout au pis cette différence ne peut être inférieure à 300,000 fr. dans le cas de l'exploitation commune de la station de Villeneuve-Saint-Georges, et de 400,000 fr. dans le cas où cette exploitation commune ne serait pas admise par le conseil-d'état. Nous appelons sur ces appréciations les graves méditations de MM. les membres de la chambre des pairs.

Chambre des Pairs.

Séance du 10 juin. — Présidence de M. LE CHANCELIER.

SOMMAIRE. — Dépôt de deux rapports. M. d'Audiffert et de Choiseul-Praslin. — Objections de M. de Boissy sur l'ordre du jour. — Rapport du comité des pétitions. M. de Cailion. — Communication du gouvernement. M. le maréchal Soult et de Mackau. — Dépôt d'un rapport. M. Méhul. — Discussion du projet de loi sur le mariage. M. de Boissy. — Déclaration de l'ordre du jour. — M. de Boissy. — Déclaration de l'ordre du jour. — M. de Boissy. — Déclaration de l'ordre du jour.

M. LE MARQUIS D'AUDIFFERT, dépose sur le bureau le rapport de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au mode de perception de l'impôt sur le sucre indigène.

M. LE DUC DE CHOISEUL-PRASLIN, dépose également sur le bureau le projet de loi relatif à la pension concédée à la veuve d'un capitaine-général.

M. LE MARQUIS DE BOISSY: Je demande la parole sur l'ordre du jour. L'article 18 du règlement porte qu'après avoir entendu le rapport de la commission, la chambre fixera le jour de la discussion du projet qui en fait l'objet. Eh bien! vendredi, la chambre a entendu le rapport sur l'armement de Paris et elle n'a pas été appelée à délibérer sur le jour de la discussion. Il s'est passé de plus une chose, c'est que l'article 18 du règlement porte qu'après avoir entendu le rapport de la commission, la chambre fixera le jour de la discussion du projet qui en fait l'objet. Eh bien! vendredi, la chambre a entendu le rapport sur l'armement de Paris et elle n'a pas été appelée à délibérer sur le jour de la discussion. Il s'est passé de plus une chose, c'est que l'article 18 du règlement porte qu'après avoir entendu le rapport de la commission, la chambre fixera le jour de la discussion du projet qui en fait l'objet. Eh bien! vendredi, la chambre a entendu le rapport sur l'armement de Paris et elle n'a pas été appelée à délibérer sur le jour de la discussion. Il s'est passé de plus une chose, c'est que l'article 18 du règlement porte qu'après avoir entendu le rapport de la commission, la chambre fixera le jour de la discussion du projet qui en fait l'objet. Eh bien! vendredi, la chambre a entendu le rapport sur l'armement de Paris et elle n'a pas été appelée à délibérer sur le jour de la discussion. Il s'est passé de plus une chose, c'est que l'article 18 du règlement porte qu'après avoir entendu le rapport de la commission, la chambre fixera le jour de la discussion du projet qui en fait l'objet. Eh bien! vendredi, la chambre a entendu le rapport sur l'armement de Paris et elle n'a pas été appelée à délibérer sur le jour de la discussion. Il s'est passé de plus une chose, c'est que l'article 18 du règlement porte qu'après avoir entendu le rapport de la commission, la chambre fixera le jour de la discussion du projet qui en fait l'objet. Eh bien! vendredi, la chambre a entendu le rapport sur l'armement de Paris et elle n'a pas été appelée à délibérer sur le jour de la discussion. Il s'est passé de plus une chose, c'est que l'article 18 du règlement porte qu'après avoir entendu le rapport de la commission, la chambre fixera le jour de la discussion du projet qui en fait l'objet. Eh bien! vendredi, la chambre a entendu le rapport sur l'armement de Paris et elle n'a pas été appelée à délibérer sur le jour de la discussion. Il s'est passé de plus une chose, c'est que l'article 18 du règlement porte qu'après avoir entendu le rapport de la commission, la chambre fixera le jour de la discussion du projet qui en fait l'objet. Eh bien! vendredi, la chambre a entendu le rapport sur l'armement de Paris et elle n'a pas été appelée à délibérer sur le jour de la discussion. Il s'est passé de plus une chose, c'est que l'article 18 du règlement porte qu'après avoir entendu le rapport de la commission, la chambre fixera le jour de la discussion du projet qui en fait l'objet. Eh bien! vendredi, la chambre a entendu le rapport sur l'armement de Paris et elle n'a pas été appelée à délibérer sur le jour de la discussion. Il s'est passé de plus une chose, c'est que l'article 18 du règlement porte qu'après avoir entendu le rapport de la commission, la chambre fixera le jour de la discussion du projet qui en fait l'objet. Eh bien! vendredi, la chambre a entendu le rapport sur l'armement de Paris et elle n'a pas été appelée à délibérer sur le jour de la discussion. Il s'est passé de plus une chose, c'est que l'article 18 du règlement porte qu'après avoir entendu le rapport de la commission, la chambre fixera le jour de la discussion du projet qui en fait l'objet. Eh bien! vendredi, la chambre a entendu le rapport sur l'armement de Paris et elle n'a pas été appelée à délibérer sur le jour de la discussion. Il s'est passé de plus une chose, c'est que l'article 18 du règlement porte qu'après avoir entendu le rapport de la commission, la chambre fixera le jour de la discussion du projet qui en fait l'objet. Eh bien! vendredi, la chambre a entendu le rapport sur l'armement de Paris et elle n'a pas été appelée à délibérer sur le jour de la discussion. Il s'est passé de plus une chose, c'est que l'article 18 du règlement porte qu'après avoir entendu le rapport de la commission, la chambre fixera le jour de la discussion du projet qui en fait l'objet. Eh bien! vendredi, la chambre a entendu le rapport sur l'armement de Paris et elle n'a pas été appelée à délibérer sur le jour de la discussion. Il s'est passé de plus une chose, c'est que l'article 18 du règlement porte qu'après avoir entendu le rapport de la commission, la chambre fixera le jour de la discussion du projet qui en fait l'objet. Eh bien! vendredi, la chambre a entendu le rapport sur l'armement de Paris et elle n'a pas été appelée à délibérer sur le jour de la discussion. Il s'est passé de plus une chose, c'est que l'article 18 du règlement porte qu'après avoir entendu le rapport de la commission, la chambre fixera le jour de la discussion du projet qui en fait l'objet. Eh bien! vendredi, la chambre a entendu le rapport sur l'armement de Paris et elle n'a pas été appelée à délibérer sur le jour de la discussion. Il s'est passé de plus une chose, c'est que l'article 18 du règlement porte qu'après avoir entendu le rapport de la commission, la chambre fixera le jour de la discussion du projet qui en fait l'objet. Eh bien! vendredi, la chambre a entendu le rapport sur l'armement de Paris et elle n'a pas été appelée à délibérer sur le jour de la discussion. Il s'est passé de plus une chose, c'est que l'article 18 du règlement porte qu'après avoir entendu le rapport de la commission, la chambre fixera le jour de la discussion du projet qui en fait l'objet. Eh bien! vendredi, la chambre a entendu le rapport sur l'armement de Paris et elle n'a pas été appelée à délibérer sur le jour de la discussion. Il s'est passé de plus une chose, c'est que l'article 18 du règlement porte qu'après avoir entendu le rapport de la commission, la chambre fixera le jour de la discussion du projet qui en fait l'objet. Eh bien! vendredi, la chambre a entendu le rapport sur l'armement de Paris et elle n'a pas été appelée à délibérer sur le jour de la discussion. Il s'est passé de plus une chose, c'est que l'article 18 du règlement porte qu'après avoir entendu le rapport de la commission, la chambre fixera le jour de la discussion du projet qui en fait l'objet. Eh bien! vendredi, la chambre a entendu le rapport sur l'armement de Paris et elle n'a pas été appelée à délibérer sur le jour de la discussion. Il s'est passé de plus une chose, c'est que l'article 18 du règlement porte qu'après avoir entendu le rapport de la commission, la chambre fixera le jour de la discussion du projet qui en fait l'objet. Eh bien! vendredi, la chambre a entendu le rapport sur l'armement de Paris et elle n'a pas été appelée à délibérer sur le jour de la discussion. Il s'est passé de plus une chose, c'est que l'article 18 du règlement porte qu'après avoir entendu le rapport de la commission, la chambre fixera le jour de la discussion du projet qui en fait l'objet. Eh bien! vendredi, la chambre a entendu le rapport sur l'armement de Paris et elle n'a pas été appelée à délibérer sur le jour de la discussion. Il s'est passé de plus une chose, c'est que l'article 18 du règlement porte qu'après avoir entendu le rapport de la commission, la chambre fixera le jour de la discussion du projet qui en fait l'objet. Eh bien! vendredi, la chambre a entendu le rapport sur l'armement de Paris et elle n'a pas été appelée à délibérer sur le jour de la discussion. Il s'est passé de plus une chose, c'est que l'article 18 du règlement porte qu'après avoir entendu le rapport de la commission, la chambre fixera le jour de la discussion du projet qui en fait l'objet. Eh bien! vendredi, la chambre a entendu le rapport sur l'armement de Paris et elle n'a pas été appelée à délibérer sur le jour de la discussion. Il s'est passé de plus une chose, c'est que l'article 18 du règlement porte qu'après avoir entendu le rapport de la commission, la chambre fixera le jour de la discussion du projet qui en fait l'objet. Eh bien! vendredi, la chambre a entendu le rapport sur l'armement de Paris et elle n'a pas été appelée à délibérer sur le jour de la discussion. Il s'est passé de plus une chose, c'est que l'article 18 du règlement porte qu'après avoir entendu le rapport de la commission, la chambre fixera le jour de la discussion du projet qui en fait l'objet. Eh bien! vendredi, la chambre a entendu le rapport sur l'armement de Paris et elle n'a pas été appelée à délibérer sur le jour de la discussion. Il s'est passé de plus une chose, c'est que l'article 18 du règlement porte qu'après avoir entendu le rapport de la commission, la chambre fixera le jour de la discussion du projet qui en fait l'objet. Eh bien! vendredi, la chambre a entendu le rapport sur l'armement de Paris et elle n'a pas été appelée à délibérer sur le jour de la discussion. Il s'est passé de plus une chose, c'est que l'article 18 du règlement porte qu'après avoir entendu le rapport de la commission, la chambre fixera le jour de la discussion du projet qui en fait l'objet. Eh bien! vendredi, la chambre a entendu le rapport sur l'armement de Paris et elle n'a pas été appelée à délibérer sur le jour de la discussion. Il s'est passé de plus une chose, c'est que l'article 18 du règlement porte qu'après avoir entendu le rapport de la commission, la chambre fixera le jour de la discussion du projet qui en fait l'objet. Eh bien! vendredi, la chambre a entendu le rapport sur l'armement de Paris et elle n'a pas été appelée à délibérer sur le jour de la discussion. Il s'est passé de plus une chose, c'est que l'article 18 du règlement porte qu'après avoir entendu le rapport de la commission, la chambre fixera le jour de la discussion du projet qui en fait l'objet. Eh bien! vendredi, la chambre a entendu le rapport sur l'armement de Paris et elle n'a pas été appelée à délibérer sur le jour de la discussion. Il s'est passé de plus une chose, c'est que l'article 18 du règlement porte qu'après avoir entendu le rapport de la commission, la chambre fixera le jour de la discussion du projet qui en fait l'objet. Eh bien! vendredi, la chambre a entendu le rapport sur l'armement de Paris et elle n'a pas été appelée à délibérer sur le jour de la discussion. Il s'est passé de plus une chose, c'est que l'article 18 du règlement porte qu'après avoir entendu le rapport de la commission, la chambre fixera le jour de la discussion du projet qui en fait l'objet. Eh bien! vendredi, la chambre a entendu le rapport sur l'armement de Paris et elle n'a pas été appelée à délibérer sur le jour de la discussion. Il s'est passé de plus une chose, c'est que l'article 18 du règlement porte qu'après avoir entendu le rapport de la commission, la chambre fixera le jour de la discussion du projet qui en fait l'objet. Eh bien! vendredi, la chambre a entendu le rapport sur l'armement de Paris et elle n'a pas été appelée à délibérer sur le jour de la discussion. Il s'est passé de plus une chose, c'est que l'article 18 du règlement porte qu'après avoir entendu le rapport de la commission, la chambre fixera le jour de la discussion du projet qui en fait l'objet. Eh bien! vendredi, la chambre a entendu le rapport sur l'armement de Paris et elle n'a pas été appelée à délibérer sur le jour de la discussion. Il s'est passé de plus une chose, c'est que l'article 18 du règlement porte qu'après avoir entendu le rapport de la commission, la chambre fixera le jour de la discussion du projet qui en fait l'objet. Eh bien! vendredi, la chambre a entendu le rapport sur l'armement de Paris et elle n'a pas été appelée à délibérer sur le jour de la discussion. Il s'est passé de plus une chose, c'est que l'article 18 du règlement porte qu'après avoir entendu le rapport de la commission, la chambre fixera le jour de la discussion du projet qui en fait l'objet. Eh bien! vendredi, la chambre a entendu le rapport sur l'armement de Paris et elle n'a pas été appelée à délibérer sur le jour de la discussion. Il s'est passé de plus une chose, c'est que l'article 18 du règlement porte qu'après avoir entendu le rapport de la commission, la chambre fixera le jour de la discussion du projet qui en fait l'objet. Eh bien! vendredi, la chambre a entendu le rapport sur l'armement de Paris et elle n'a pas été appelée à délibérer sur le jour de la discussion. Il s'est passé de plus une chose, c'est que l'article 18 du règlement porte qu'après avoir entendu le rapport de la commission, la chambre fixera le jour de la discussion du projet qui en fait l'objet. Eh bien! vendredi, la chambre a entendu le rapport sur l'armement de Paris et elle n'a pas été appelée à délibérer sur le jour de la discussion. Il s'est passé de plus une chose, c'est que l'article 18 du règlement porte qu'après avoir entendu le rapport de la commission, la chambre fixera le jour de la discussion du projet qui en fait l'objet. Eh bien! vendredi, la chambre a entendu le rapport sur l'armement de Paris et elle n'a pas été appelée à délibérer sur le jour de la discussion. Il s'est passé de plus une chose, c'est que l'article 18 du règlement porte qu'après avoir entendu le rapport de la commission, la chambre fixera le jour de la discussion du projet qui en fait l'objet. Eh bien! vendredi, la chambre a entendu le rapport sur l'armement de Paris et elle n'a pas été appelée à délibérer sur le jour de la discussion. Il s'est passé de plus une chose, c'est que l'article 18 du règlement porte qu'après avoir entendu le rapport de la commission, la chambre fixera le jour de la discussion du projet qui en fait l'objet. Eh bien! vendredi, la chambre a entendu le rapport sur l'armement de Paris et elle n'a pas été appelée à délibérer sur le jour de la discussion. Il s'est passé de plus une chose, c'est que l'article 18 du règlement porte qu'après avoir entendu le rapport de la commission, la chambre fixera le jour de la discussion du projet qui en fait l'objet. Eh bien! vendredi, la chambre a entendu le rapport sur l'armement de Paris et elle n'a pas été appelée à délibérer sur le jour de la discussion. Il s'est passé de plus une chose, c'est que l'article 18 du règlement porte qu'après avoir entendu le rapport de la commission, la chambre fixera le jour de la discussion du projet qui en fait l'objet. Eh bien! vendredi, la chambre a entendu le rapport sur l'armement de Paris et elle n'a pas été appelée à délibérer sur le jour de la discussion. Il s'est passé de plus une chose, c'est que l'article 18 du règlement porte qu'après avoir entendu le rapport de la commission, la chambre fixera le jour de la discussion du projet qui en fait l'objet. Eh bien! vendredi, la chambre a entendu le rapport sur l'armement de Paris et elle n'a pas été appelée à délibérer sur le jour de la discussion. Il s'est passé de plus une chose, c'est que l'article 18 du règlement porte qu'après avoir entendu le rapport de la commission, la chambre fixera le jour de la discussion du projet qui en fait l'objet. Eh bien! vendredi, la chambre a entendu le rapport sur l'armement de Paris et elle n'a pas été appelée à délibérer sur le jour de la discussion. Il s'est passé de plus une chose, c'est que l'article 18 du règlement porte qu'après avoir entendu le rapport de la commission, la chambre fixera le jour de la discussion du projet qui en fait l'objet. Eh bien! vendredi, la chambre a entendu le rapport sur l'armement de Paris et elle n'a pas été appelée à délibérer sur le jour de la discussion. Il s'est passé de plus une chose, c'est que l'article 18 du règlement porte qu'après avoir entendu le rapport de la commission, la chambre fixera le jour de la discussion du projet qui en fait l'objet. Eh bien! vendredi, la chambre a entendu le rapport sur l'armement de Paris et elle n'a pas été appelée à délibérer sur le jour de la discussion. Il s'est passé de plus une chose, c'est que l'article 18 du règlement porte qu'après avoir entendu le rapport de la commission, la chambre fixera le jour de la discussion du projet qui en fait l'objet. Eh bien! vendredi, la chambre a entendu le rapport sur l'armement de Paris et elle n'a pas été appelée à délibérer sur le jour de la discussion. Il s'est passé de plus une chose, c'est que l'article 18 du règlement porte qu'après avoir entendu le rapport de la commission, la chambre fixera le jour de la discussion du projet qui en fait l'objet. Eh bien! vendredi, la chambre a entendu le rapport sur l'armement de Paris et elle n'a pas été appelée à délibérer sur le jour de la discussion. Il s'est passé de plus une chose, c'est que l'article 18 du règlement porte qu'après avoir entendu le rapport de la commission, la chambre fixera le jour de la discussion du projet qui en fait l'objet. Eh bien! vendredi, la chambre a entendu le rapport sur l'armement de Paris et elle n'a pas été appelée à délibérer sur le jour de la discussion. Il s'est passé de plus une chose, c'est que l'article 18 du règlement porte qu'après avoir entendu le rapport de la commission, la chambre fixera le jour de la discussion du projet qui en fait l'objet. Eh bien! vendredi, la chambre a entendu le rapport sur l'armement de Paris et elle n'a pas été appelée à délibérer sur le jour de la discussion. Il s'est passé de plus une chose, c'est que l'article 18 du règlement porte qu'après avoir entendu le rapport de la commission, la chambre fixera le jour de la discussion du projet qui en fait l'objet. Eh bien! vendredi, la chambre a entendu le rapport sur l'armement de Paris et elle n'a pas été appelée à délibérer sur le jour de la discussion. Il s'est passé de plus une chose, c'est que l'article 18 du règlement porte qu'après avoir entendu le rapport de la commission, la chambre fixera le jour de la discussion du projet qui en fait l'objet. Eh bien! vendredi, la chambre a entendu le rapport sur l'armement de Paris et elle n'a pas été appelée à délibérer sur le jour de la discussion. Il s'est passé de plus une chose, c'est que l'article 18 du règlement porte qu'après avoir entendu le rapport de la commission, la chambre fixera le jour de la discussion du projet qui en fait l'objet. Eh bien! vendredi, la chambre a entendu le rapport sur l'armement de Paris et elle n'a pas été appelée à délibérer sur le jour de la discussion. Il s'est passé de plus une chose, c'est que l'article 18 du règlement porte qu'après avoir entendu le rapport de la commission, la chambre fixera le jour de la discussion du projet qui en fait l'objet. Eh bien! vendredi, la chambre a entendu le rapport sur l'armement de Paris et elle n'a pas été appelée à délibérer sur le jour de la discussion. Il s'est passé de plus une chose, c'est que l'article 18 du règlement porte qu'après avoir entendu le rapport de la commission, la chambre fixera le jour de la discussion du projet qui en fait l'objet. Eh bien! vendredi, la chambre a entendu le rapport sur l'armement de Paris et elle n'a pas été appelée à délibérer sur le jour de la discussion. Il s'est passé de plus une chose, c'est que l'article 18 du règlement porte qu'après avoir entendu le rapport de la commission, la chambre fixera le jour de la discussion du projet qui en fait l'objet. Eh bien! vendredi, la chambre a entendu le rapport sur l'armement de Paris et elle n'a pas été appelée à délibérer sur le jour de la discussion. Il s'est passé de plus une chose, c'est que l'article 18 du règlement porte qu'après avoir entendu le rapport de la commission, la chambre fixera le jour de la discussion du projet qui en fait l'objet. Eh bien! vendredi, la chambre a entendu le rapport sur l'armement de Paris et elle n'a pas été appelée à délibérer sur le jour de la discussion. Il s'est passé de plus une chose, c'est que l'article 18 du règlement porte qu'après avoir entendu le rapport de la commission, la chambre fixera le jour de la discussion du projet qui en fait l'objet. Eh bien! vendredi, la chambre a entendu le rapport sur l'armement de Paris et elle n'a pas été appelée à délibérer sur le jour de la discussion. Il s'est passé de plus une chose, c'est que l'article 18 du règlement porte qu'après avoir entendu le rapport de la commission, la chambre fixera le jour de la discussion du projet qui en fait l'objet. Eh bien! vendredi, la chambre a entendu le rapport sur l'armement de Paris et elle n'a pas été appelée à délibérer sur le jour de la discussion. Il s'est passé de plus une chose, c'est que l'article 18 du règlement porte qu'après avoir entendu le rapport de la commission, la chambre fixera le jour de la discussion du projet qui en fait l'objet. Eh bien! vendredi, la chambre a entendu le rapport sur l'armement de Paris et elle n'a pas été appelée à délibérer sur le jour de la discussion. Il s'est passé de plus une chose, c'est

